

Monsieur BRUNGARD, rapporteur, informe l'Assemblée de la demande formulée par la Société Lorraine d'H.L.M., pour obtenir la garantie d'un emprunt de 120 000 F pour l'acquisition-amélioration d'une maison 12, Impasse de la Bruyère à LUDRES.

Conformément à l'article 19-2 du Code des Caisses d'Épargne et à l'article 2021 du Code Civil,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide à l'unanimité:

ARTICLE 1 : la Ville de LUDRES accorde sa garantie à la Société Lorraine d'H.L.M., 2, Passage Sébastien Bottin à NANCY pour le remboursement d'un emprunt d'un montant de 120 000 F que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (ou d'une Caisse d'Épargne ou de la SOREFI agissant pour le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations) destiné à financer le programme acquisition-amélioration d'une maison 12, Impasse de la Bruyère à LUDRES.

ARTICLE 2 : les caractéristiques des prêts locatifs aidés avec préfinancement, consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations (ou d'une Caisse d'Épargne ou de la SOREFI agissant pour le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations) sont les suivantes :

- durée de préfinancement : 0
- durée d'amortissement : 32 ans
- taux d'intérêt : 5,8 % (révisable)
- taux de progression des annuités : 1,95 % par an (révisable)

Il est toutefois précisé que les taux effectivement appliqués seront ceux en vigueur à la date d'effet des contrats de prêt.

ARTICLE 3 : La garantie de la Ville de LUDRES est accordée pour la durée totale du prêt, soit 18 mois de préfinancement suivi d'une période d'amortissement de 32 ans, à hauteur de la somme de 120 000 F majorée des intérêts courus pendant la période de préfinancement et capitalisés au terme de cette période selon la procédure décrite en annexe à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Au cas où l'organisme pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts qu'il aurait encouru, la Ville de LUDRES s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par lettre missive, sans jamais opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que le prêteur discute au préalable l'organisme défaillant.

ARTICLE 5 : En outre, le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée des prêts à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les charges des emprunts.

ARTICLE 6 : Le Conseil autorise Monsieur le Maire à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le prêteur Caisse des Dépôts (ou Caisse d'Épargne ou la SOREFI agissant pour le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations) et l'organisme.

ARTICLE 7 : Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer la convention de garantie d'emprunt.